



BAS-RHIN

LE 22 MARS : TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION POUR LA DÉFENSE DE NOS STATUTS, CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT DE LA DGFIP !

L'ensemble de la Fonction Publique, État, Santé et Territoriale est appelée à se mettre en grève et à participer aux manifestations dans toute la France contre la politique du gouvernement Macron.

Les premières mesures contre la Fonction Publique ne se sont pas faites attendre après avoir attaqué par ordonnance avec une violence sans précédent le Code du Travail. Au 1^{er} janvier, nous avons déjà dû subir une perte de rémunération nette avec la hausse des prélèvements sociaux et le rétablissement de la journée de carence.

Ces vols sur notre rémunération se conjuguent avec l'annonce de la poursuite du gel du point d'indice. Cela fait maintenant des années que les gouvernements successifs font des économies sur le dos de la masse salariale de la Fonction publique, abaissant progressivement notre pouvoir d'achat en multipliant les mesures visant à baisser les salaires.

S'appuyant sur CAP 2022, (le comité d'experts du FMI et de représentants du CAC 40 mis en place par Édouard Philippe et dont la lettre de mission comporte la définition des services publics qui pourraient être abandonnés ou privatisés), le gouvernement multiplie les annonces brutales dans les médias et tente de prendre de vitesse les salariés. Nous nous félicitons que Solidaires, la CGT et Force Ouvrière ne participent pas au co-démantèlement de la Fonction Publique en quittant le comité de suivi mis en place.

Pour rappel, on nous annonce le recrutement massif de contractuels et des plans de départ volontaires (jolis mots pour plan social), alors que l'on remet en cause l'ensemble des statuts particuliers de la Fonction Publique.

En parallèle, une attaque en règle est commencée contre la SNCF, préconisant l'arrêt de l'embauche de cheminots sous statut pour basculer tous les nouveaux embauchés dans une convention collective relevant du secteur privé qui remplacera progressivement les anciens partant en retraite. Ces processus sont bien connus, on se souvient comment La Poste et France Télécoms ont été privatisés.

C'est pourquoi les fédérations de cheminots ont décidé la mobilisation comme nous le faisons, tous les emplois sous statut et tous les cadres collectifs protecteurs des salariés et des fonctionnaires sont menacés.

Les annonces d'attaques contre les régimes spéciaux de retraite sont là aussi pour témoigner que notre combat est commun : que nous soyons cheminots, électriciens/gaziers, fonctionnaires territoriaux et de la santé dépendant de la CNRACL ou fonctionnaires d'État pensionnés, nos régimes de retraite sont dans le viseur de la future réforme qui doit être mise en place pour 2019.

Dans la DGFIP même, nous continuons de subir la pression due aux dizaines de milliers de suppressions d'emplois, pression que Bercy tente de diminuer en supprimant progressivement les

missions auxquelles nous sommes attachés.

Les annonces se multiplient :

- * Arrêt de la mise à jour topographique du plan pour les géomètres, remettant en cause une mission fondamentale du cadastre alors que les Services de Publicité Foncières croulent les uns après les autres sous une charge de travail insupportable ;
- * Prélèvement à la source, avec la disparition progressive du recouvrement de l'impôt au sein des SIP ;
- * Remise en cause des accueils physiques et téléphoniques, en s'appuyant sur la souffrance au travail des agents pour justifier les reculs progressifs des services rendus aux usagers comme aux collectivités ;
- * Disparition de l'Impôt Sur la Fortune, arrêt progressif du contrôle des successions, fusion des services de fiscalité patrimoniale ;
- * Début des fusions de trésoreries gestion publique, avec en ligne de mire la mise en place des services facturiers et les fusions avec les services ordonnateurs des collectivités territoriales, remettant en cause la séparation ordonnateur/comptable comme cela a été fait pour l'État ;
- * Disparition des services départementaux de Ressources Humaines au premier janvier 2019 ;
- * Remise en cause des missions des vérificateurs et des Pôle de Contrôle Externe ;

Et l'on pourrait multiplier encore les exemples. Afin de mener à bien ce travail de sappe, le Directeur Général est passé à l'offensive en attaquant directement les règles de gestion des agents : nous revendiquons l'affectation la plus fine possible pour tous les agents !

Il est nécessaire de nous organiser tous ensemble pour nous défendre.

**C'est pourquoi l'intersyndicale
SOLIDAIRES, CGT et FO DGFIP 67
appelle tout le département**

À ÊTRE EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE 22 MARS

(STRASBOURG, PLACE KLEBER, à 14H00)

- Pour le rattrapage des pertes de salaire subies et le dégel du point d'indice
- Pour l'abrogation du jour de carence
- Pour le maintien du statut général et des statuts particuliers
- Pour le maintien du Code des Pensions et du calcul sur les 6 derniers mois pour la retraite
- Pour des embauches suffisantes de fonctionnaires statutaires et la préservation de nos missions
- Pour la défense de la promotion interne, le retrait des limitations
- pour les accès aux concours et les tableaux d'avancement
- Pour la défense de nos règles de gestion, retrait du projet d'affectation au département,
- retrait de la mise en place des délais de séjours supérieurs à un an
- Pour le maintien de la séparation ordonnateur/comptable